



# PROCES-VERBAL

## Conseil Municipal

Séance du 12 novembre 2020

Convoqués : LE FAUCHEUR Laurent – LE MOAL Brigitte – SÉHAN Alain – ROUAULT Anne-Marie – GAUVAIN Michaël – LEFEBVRE Nathalie – TATON Bruno – DELVO SALAUN Rozenn – THOMAS Gwénaél – TACQUET Marie-Blanche – MORICE Christian – LE HEGARAT Valérie – MORICE Gildas – SEVRET Chrystel – VINCENT Louis – ILLIEN Anne-Yvette – LE GARFF-TRUHAUD Francette – CORLAY Gérald – MARTIN Marie-Christine.

Absente: ILLIEN Anne-Yvette (pouvoir à TACQUET Marie-Blanche)

Secrétaire : MORICE Christian

En préambule au Conseil Municipal, le maire, Laurent FAUCHEUR, propose que l'on fasse une minute de silence afin de rendre hommage aux nombreuses victimes d'attentats. L'ensemble du Conseil se lève.

Le Procès-verbal du 1<sup>er</sup> octobre est adopté.

### **1. Adoption du Règlement intérieur du Conseil municipal**

Pièce jointe : Projet de règlement intérieur

M. le Maire indique au Conseil municipal que la loi d'orientation du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République a prévu l'obligation pour les conseils municipaux des communes de plus de 3500 habitants de se doter d'un règlement intérieur qui doit être adopté dans les six mois qui suivent son installation. La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République a abaissé le seuil des 3 500 habitants à 1 000 habitants.

Le contenu du règlement intérieur est fixé librement par le Conseil municipal qui peut se donner des règles propres de fonctionnement interne, dans le respect toutefois des dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Aussi, ce règlement ne doit-il porter que sur des mesures concernant le fonctionnement du Conseil municipal ou qui ont pour objet de préciser les modalités et les détails de ce fonctionnement.

Certains des conseillers de l'opposition demandent à se faire préciser quelques points sur le Règlement intérieur. Après quelques explications, les membres du conseil municipal, à l'unanimité, adoptent le règlement intérieur tel que présenté et annexé à la présente délibération.

### **2. Rapports 2019 sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'Eau Potable et de l'Assainissement Non Collectif**

Pièces jointes : RPQSP eau potable et SPANC 2019

Conformément à l'article D 2224-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent en matière d'eau potable et d'assainissement non collectif (SPANC) présente à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public.

Ces rapports ont fait l'objet d'une délibération du conseil communautaire le 6 octobre dernier. Ils doivent ensuite être présentés au conseil municipal des communes membres dans les 6 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.

Les membres du conseil prennent acte de la transmission des rapports sur le prix et la qualité du service public d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement Collectif ou d'Assainissement Non Collectif.

### **3. Bilan de la cantine 2019-2020**

Pièce jointe : bilan de la cantine 2019-2020

Le bilan de la cantine fait apparaître les éléments suivants :

- Du fait de la fermeture de l'école lors de la crise sanitaire en mars dernier, forte baisse du nombre de repas servis, entraînant une baisse des recettes de fonctionnement
- En parallèle, baisse des charges de fonctionnement
- Stabilité des charges de personnel

Augmentation du prix de revient du repas à 8.80 € (5.95 € l'année précédente) et par extension hausse du déficit / repas (5.82 € contre 3.26 € par repas en 2018-2019).

### **4. Bilan de la garderie 2019-2020**

Pièce jointe : bilan de l'ALSH 2019-2020

Le bilan de la garderie fait apparaître les éléments suivants :

- Baisse de la fréquentation de l'accueil périscolaire, pour un total d'heures facturées de 5796 heures. Les recettes baissent à 9 497.04 € (14744.25 € l'année précédente)
- Augmentation des charges de personnel (changement de grade d'agents d'animation, augmentation de D.H.S. et mise en place de la garderie sur 2 sites suite au déconfinement)
- Légère baisse des charges de fonctionnement

### **5. Lotissement « Hameau des Lavandières » – souscription d'un emprunt**

M. le Maire rappelle au conseil municipal que dans le cadre de la phase de réalisation des travaux de viabilisation des terrains du lotissement « Hameau des Lavandières », la commune par le biais de son budget annexe doit faire face aux paiements liés aux études, travaux et honoraires. Il faut donc pour équilibrer ce budget annexe souscrire un prêt relais. M. SÉHAN informe avoir pris contact avec 3 organismes et propose de retenir l'offre de la CAISSE D'EPARGNE BRETAGNE PAYS DE LOIRE.

**Conditions financières :** CREDIT RELAIS

**Montant :** 380 000 €

**Durée :** 5 ans

**Taux fixe :** 0,35%

**Remboursement du capital :** In fine

**Déblocage des fonds :** Possible en 3 fois

**Remboursement anticipé :** Partiel ou total à chaque échéance sans frais ni pénalité

**Calcul des intérêts taux fixe :** Trimestriel-Calcul des intérêts taux révisables-Non concerné

**Paiement des intérêts :** Trimestriel

**Frais de dossier :** 500,00 euros

**Validité de l'offre :** 15 jours sous réserve d'accord du comité des engagements

Les membres du conseil municipal, à l'unanimité, autorisent M. le Maire ou son représentant à souscrire cet emprunt destiné à financer la réalisation des travaux de viabilisation du lotissement « Hameau des Lavandières » et à procéder à tout acte de gestion le concernant.

Il est également précisé que plusieurs contacts ont déjà été pris par des particuliers afin d'acquérir des terrains à savoir : pré-réservations (2) et renseignements (4).

Le maire souligne que dans le contexte actuel (pandémie), ces demandes semblent optimistes à court terme, car les visites du site sont actuellement suspendues à cause du COVID.

## **6. Service de paiement en ligne – PAYFIP**

Afin de faciliter les démarches des usagers, il est proposé de diversifier les moyens de règlement des factures concernant les prestations rendues par les services publics municipaux. Actuellement, selon les services, les redevances des usagers sont réglées en espèces ou en chèques. La mise en place de PayFip permettra à l'utilisateur de régler en ligne sa facture ou avis des sommes à payer par prélèvement unique ou par carte bancaire. Pour le prélèvement, l'authentification de l'utilisateur se fera au moyen de son identifiant fiscal à terme, une authentification par France Connect sera proposée. Cette authentification offre l'avantage, pour l'utilisateur, de ne pas avoir à saisir à nouveau les coordonnées bancaires lors de chaque paiement : PayFip pourra conserver autant de comptes bancaires que l'utilisateur le souhaite.

Le coût du service bancaire à la charge de la collectivité s'élève à 0.05€ HT par paiement + 0.25% du montant de la transaction pour les transactions supérieures à 20€ et 0.03€ par paiement + 0.20% du montant de la transaction pour les transactions inférieures à 20€.

Les membres du conseil municipal autorisent, à l'unanimité,

- la mise en place de PayFip Offre groupée de paiement par prélèvement unique et par carte bancaire pour le recouvrement de l'ensemble des produits des services municipaux à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.
- M. le Maire à signer la convention d'adhésion à l'application PayFip ainsi que tout document nécessaire à la mise en place de ce mode de recouvrement.

A titre indicatif, le maire précise qu'actuellement, une somme d'environ 15 000 euros reste due par certains contribuables de la commune (frais de garderie, cantine scolaire, logement...). Les communes n'ont pas la main pour assurer les rappels aux personnes concernées. Malgré tout, la collectivité se doit d'expliquer aux gens qu'ils doivent eux aussi assurer ces règlements. Des contacts ont déjà été pris avec les personnes concernées pour des mises en place d'échéanciers...

## **7. Mise en concurrence d'un contrat groupe d'assurance « cyber-risque »**

Le Centre de gestion des Côtes d'Armor propose aux collectivités de son ressort de participer à un groupement de commandes pour leur contrat d'assurance Cyber Risques. Celui-ci permet aux collectivités de souscrire une assurance afin de se prémunir contre les risques liés aux atteintes à leur système d'information.

M. le Maire précise que la sphère publique est au cœur des enjeux de sécurisation des données. Or, les dix dernières années ont vu une augmentation des attaques sur les systèmes informatiques. Selon les informations rapportées par l'ANSSI (Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information), sur la totalité des victimes de cyber-attaques détectées, 42 % sont des collectivités territoriales et 43 % des services de l'État. Les cyber-risques sont les conséquences des attaques sur les systèmes d'information qui peuvent se matérialiser par le vol ou la destruction de données, ou prendre la forme du piratage d'un site officiel en diffusant des messages sans lien avec l'autorité publique, et ainsi atteindre l'image des institutions.

Afin d'accompagner les collectivités dans la couverture de ce nouveau risque le Centre de gestion des Côtes d'Armor propose donc de participer à un groupement de commandes pour des contrats d'assurance cyber-risques.

Le conseil autorise M. Le Maire à l'unanimité, à adhérer à un groupement de commandes pour des contrats d'assurance cyber-risques proposé par le CDG22. Même si à l'échelle de notre structure, les risques ne nous semblent pas insurmontables, il est préférable d'anticiper et de se sécuriser.

#### **8. Lotissement « Hameau des Lavandières » – dépôt de permis d'aménager modificatif**

Le projet d'aménagement du Lotissement Hameau des Lavandières a fait l'objet d'un premier dépôt de permis d'aménager modificatif qui a été accordé. Il est aujourd'hui nécessaire de déposer un second permis modificatif car la commune souhaite la division des lots 6 et 7 en 2 lots chacun.

Le conseil municipal, à l'unanimité, autorise M. Laurent LE FAUCHEUR, Maire, ou son représentant à déposer le modificatif de permis d'aménager du Lotissement Hameau des Lavandières ainsi présenté au nom de la commune.

#### **9. Construction d'un auvent à la salle omnisports : choix du maître d'œuvre**

M. Taton, adjoint, rappelle qu'un dossier de demande de subvention au titre du fonds d'investissement exceptionnel du Conseil départemental avait été déposé pour le projet de construction d'un auvent annexé à la salle omnisports. Il annonce que la commune vient de recevoir un accord pour une aide basée sur 80 % du coût de l'opération.

Afin de pouvoir démarrer les travaux dans les meilleurs délais, deux devis ont été sollicités pour assurer la mission de maîtrise d'œuvre de ce projet.

Dans l'immédiat, seul le cabinet Jacky Grimault architecte de Ploumagoar a manifesté son intérêt pour cette consultation.

Il sera proposé au prochain conseil municipal de poursuivre la réflexion sur ce projet et retenir le maître d'œuvre qui suivra le chantier.

#### **10. Travaux divers : devis**

Plusieurs demandes de devis ont été faites.

Le Conseil, à l'unanimité,

- Retient les entreprises les moins disantes suivantes :

- Pose et câblage fibre optique au lotissement « Hameau des Lavandières » : l'entreprise SOLUTEL de Theix Noyal pour un montant de 5 785.20 € TTC.
- Réfection du pont de Ste-Anne : Martial BONNARD de Goudelin pour un montant de 2 010.00 € TTC.

#### **11. Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (IPCE) – avis**

Monsieur le maire expose que l'avis du conseil municipal est sollicité dans le cadre de l'enquête publique sur la demande de la SA Carrières Rault, soumise à autorisation environnementale.

M. le Maire présente le projet et demande aux conseillers de se positionner sur ce dossier.

Après cet exposé à l'unanimité, le Conseil, émet un avis favorable à la demande d'autorisation environnementale présentée par la SA Carrières Rault, siège social ZA La Barricade 22170 Plélo, pour la modification du périmètre de la carrière de Coatmen à Trémeven, comprenant une extension d'environ 15,8 ha, une augmentation du volume annuel de matériaux inertes extérieurs acceptés sur le site à hauteur de 150 000 t/an maximum, une production moyenne annuelle de 900 000 tonnes et maximale annuelle de 1 100 000 tonnes, une prolongation de la durée d'exploitation, 30 ans à compter de la délivrance de l'autorisation, un approfondissement de la carrière sur 2 paliers.

## 12. Informations diverses

- Point d'information de M. le Maire suite aux dernières évolutions de la situation sanitaire et aux communications gouvernementales du 28 octobre 2020.
- Il est rappelé aux gens que la déchetterie est maintenant accessible à l'ensemble des professionnels du secteur, mais également aux particuliers aux jours d'ouverture habituels.
- Face à l'épidémie du Coronavirus COVID-19, information transmise par LAC sur les mesures de soutien immédiates aux entreprises et les actions déployées par le Conseil régional de Bretagne pour accompagner les entreprises en difficulté.
- Mise en place du "clic & collecte" à la bibliothèque à partir du mercredi 18 novembre 2020 (retrait le mercredi de 10h00 à 12h00).
- Déploiement de la fibre optique: réception en mairie de permission de voirie et autorisation d'entreprendre les travaux pour l'implantation d'infrastructures souterraines et aériennes envoyées par le syndicat mixte MEGALIS Bretagne.
- Consultation des habitants de Kergroc'h concernant le devenir du puits du lieu-dit: avis unanime pour son maintien ainsi que sa restauration.
- Samedi 24 octobre 2020 : une vingtaine de participants se sont mobilisés pour la matinée citoyenne de nettoyage au cimetière de Goudelin.
- Fin des travaux de remise aux normes « coupe – feu » du plafond de la salle des fêtes.
- Intervention de l'entreprise PCB de Lamballe pour refaire l'acrotère du pignon de la salle des fêtes (assurance décennale).
- Barrières à la chapelle de l'Isle : aménagement en cours.
- Travaux d'élargissement de la patte-d'oie de la RD 67 programmés par le Conseil Départemental du 23 novembre au 4 décembre 2020.
- Intervention manuelle possible sur la commande programmable «Apollo» pour mise à l'heure des cloches de l'église.
- Projet de mise à jour de Totem de la place de l'Eglise : photographies envoyées au graphiste.
- Projet global d'aménagement de la rue d'Armor en réflexion pour 2021.
- Absence de candidature transmise par la société MED In France dans le cadre de la recherche de médecins généralistes intéressés par une installation sur la commune.
- Personnalisation des véhicules des services techniques avec le blason de la commune en décembre.
- Prochain conseil le jeudi 10 décembre 2020.

Fin du conseil à 21 h 10.

Le secrétaire de séance

Christian MORICE